

N^o. X X.



L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
À LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Mercredi 30 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Du 28 Septembre 1789.

Séance du soir.

Délibération de l'Assemblée, qui prend les Juifs
d'Alsace sous sa protection. Decret sur la res-
ponsabilité des Ministres. Fonctions de Censeurs
publics, exercée par le Rédacteur dans l'As-
semblée des Représentants de la Commune.

APRÈS l'ouverture de la séance, on s'est oc-
cupé d'un rapport relatif aux Juifs d'Alsace, exp-
sés à la fureur des Paysans.

V.

L'Assemblée a décidé que M. le Président enverroit une lettre circulaire à tous les Officiers publics d'Alsace, pour leur déclarer qu'elle a mis les Juifs sous sa sauve-garde, & a réclamer auprès du Roi la protection dont ils ont besoin.

Après cette décision, on a rappelé à la motion tendante à ce que l'argenterie des Eglises fut portée dans les monnoies pour y être fondue. Cette motion a trouvé encore plus de contradicteur que la première fois. Les débats ont été très-vifs, & la séance a été levée sans rien décider.

Du 29 Septembre 1789.

Séance du matin.

M. le Président mis à l'ordre du jour le rapport du nouveau Comité de Constitution, il divise le Royaume en un grand nombre de Départements & de Communes. Il trace le plan d'organisation de leurs Assemblées respectives, fixe leurs fonctions, & l'autorité dont elles doivent être revêtues. Il indique les qualités nécessaires pour être électeur & éligible. Il porte le nombre des Députés à l'Assemblée Nationale, lesquels seront élus par les Départements, à sept cents vingt Membres : pour être élu il faudra que chaque aspirant paie une contribution à un marc d'ar-

gent. Nul Député ne pourra être réélu qu'il n'y ait l'intervale d'une législature entre la première & la seconde élection.

Ensuite M. Guillaume a délibéré sur quelques articles du plan de l'ancien Comité de constitution; & il a proposé à l'Assemblée de délibérer sur la responsabilité des Ministres.

M. Desmeunier a déposé sur le bureau la rédaction qu'il a faite de cette Motion.

On a ensuite délibéré sur cette proposition, & l'Assemblée a décrété que *les Ministres & les autres Agents du pouvoir exécutif seront responsables de l'emploi des fonds de leur département, ainsi que des infractions qu'ils pourront commettre envers les loix, quelques ordres qu'ils aient reçus, & aucun ordre du Roi ne pourra être exécuté s'il n'est signé par Sa Majesté, & contre-signé par un Secrétaire d'Etat, ou par l'Ordonnateur du Département.*



Hôtel de Ville de Paris.

Je m'y suis présenté hier à sept heures du soir, & j'ai paru un moment après devant l'Assemblée générale des Représentants de la Commune de Paris.

M. le Maire m'a annoncé une dénonciation

de mon Journal , comme écrit (1) incendiaire , fait par le District des Filles Saint-Thomas. J'aurois cru la chose impossible , si j'avois ignoré que ce District est celui des Courtiers de Change , des Banquiers , des Financiers , des Agiot urs ; c'est-à-dire , de ces hommes qui bâtissent leur fortune sur la ruine des autres , qui s'abreuvent du sang des Peuples , & dont la rapacité , vrai fléau de l'humanité est l'une des principales causes de la misère publique. Effrayez ou'en decouvrant l'édifice ruineux de la Constitution qu'on nous prépare , ma plume ne détruise la confiance aveugle qu'ils desiront , & ne leur enleve la riche moisson qu'ils se promettent des nouveaux impôts , des nouveaux emprunts , ils m'ont dénoncé sans pudeur ; les vrais Citoyens leur tiendront compte de ce trait de patriotisme , quant à moi , il me suffit qu'ils soient devinés. Comme ces MM. spéculent sur-tout , ils spéculent aussi sur leur titre de Citoyens ; on les voit donc se fourrer dans tous les Comités : ils remplissent celui des Filles de Saint-Thomas , & ils fourmillent dans l'Assemblée Générale des Représentants de la Commune de Paris. Malheur à nous s'ils viennent

(1) *L'offrande à la Patrie* a été pareillement dénoncée comme tel , par le vertueux de Calonne , c'est le mot éternel de mes écrits politiques d'être la terreur des Administrateurs infidèles , des déprédateurs , des dilapidateurs , des oppresseurs & des tyrans : lorsque mes occupations actuelles me permettront de donner au Public un ouvrage que j'ai publié , il y a quinze années , en Angleterre sous le titre de *Chânes de l'Esclavage* ; & où je dévoile la marche du pouvoir au despotisme , mes lecteurs y verront que ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai combattu pour la liberté contre la tyrannie.

à y dominer, s'ils entrent dans le Comité des subsistances. Au demeurant, je ne les renferme pas tous sous une proscription générale : je sais que dans les corps les plus mal composés, il est encore des exceptions honorables.

En qualité de Censeur politique, d'Avocat du Peuple, fonctions honorables qui appartiennent à tout Citoyen qui a le courage de les exercer, & d'autant plus honorables qu'elles sont plus périlleuses (1), j'avois requis l'Assemblée de se purger de ses Membres, dont les mœurs sont corrompues, & les principes funestes, c'est à-dire, de ses Membres, dont le caractère public ne peut inspirer aucune confiance. En conséquence j'ai produit une lettre non suspecte, qui m'a été adressée avec prière de dénoncer publiquement l'un de ses Membres, nullement fait pour y siéger. Cette lettre contenant des faits très-graves,

(1) Je supplie mes lecteurs de distinguer avec soin ces fonctions de celles d'un Ministre des autels, d'un philosophe moraliste, ou d'un simple homme de bien : autant celles-ci demandent d'indulgence, autant celles-là exigent de sévérité. Je méprise les méchants, mais je les plains encore plus ; je sais que leurs vices tiennent presque toujours à une éducation négligée ou manquée, aux rigueurs de la fortune, à mille circonstances impérieuses, & il n'est pas donné à chacun d'aimer mieux périr de faim que de manquer à l'honneur. Tant que les méchants restent hommes privés, je gémis tout bas des suites de leur corruption, & je laisse à la Justice le soin de les corriger : mais lorsqu'ils deviennent hommes publics, lorsque leurs menées peuvent faire le malheur de tout un Peuple, lorsque leurs simples suffrages peuvent entraîner des résolutions funestes au bien public & perdre l'Etat ; l'amour de l'humanité me presse d'élever ma voix contre eux, & je ne crains plus de devenir leur dénonciateur.

dont l'Auteur offre la preuve juridique , j'ai craint de perdre sans retour un homme que je ne vou-
lois que faire exclure d'une Assemblée où il ne
pouvoit être qu'un Membre dangereux : j'ai
donc proposé que l'on nommât quatre Commis-
saires pour connoître des inculpations ; la lec-
ture publique en a été demandée J'attends
que l'Assemblée fasse connoître sa détermination.
Ici cesse mon Ministère , & sans haine contre un
coupable , je compatis dès que la cause publique
n'a plus rien à redouter de lui.

J'ai dénoncé un autre Membre , dont je crois
le caractère moral intact ; mais qui n'est point
qualifié pour siéger : il a été rejeté du Comité
des Carmes, parce qu'il n'étoit pas domicilié ; il
n'est point imposé à la capitation , & il a tiré de
fortes rétributions du temps qu'il a donné à la
chose publique.

Après cela , M. de Vauvilliers , de l'Académie
des Belles-Lettres , Lecteur & Professeur Royal
au Collège de Cambrai , s'est mis à épiloguer offi-
ciellement quelques articles de différents numéros
de ma feuille. Il a débuté par attaquer l'article où
je dévoile le projet formé par la faction (1) Arit-
ocratique de faire échouer la constitution. Les
faits sur lesquels j'appuie cette imputation sont
sous les yeux du Public : je ne sçais qu'elle teinte
ils prennent à travers les lunettes académiques
du Professeur Royal : à coup sûr ce n'est pas celle
qu'ils ont aux yeux des patriotes clairvoyants. Eh!

(1) Pour faire voir à quel point cette faction domine aux
Etats Généraux, je ne voudrois aujourd'hui, après tout ce
qui s'est passé, d'autre preuve que l'élection de M. Mou-
mier à la place de Président.

de grace, M. de Vauvilliers croyez que nous avons un grain de sens commun. Tous ces Aristocrates que vous nous donnez pour les amis de la Patrie, depuis le 14 Juillet ne sont-ils pas les mêmes hommes qui cherchoient à la détruire avant cette époque ? Vous voulez qu'un moment ait suffi à la métamorphose : vous en êtes bien le maître, mais permettez nous de ne pas être de votre avis.

Ensuite il m'a représenté qu'il étoit dangereux d'ôter la confiance à une Assemblée qui doit faire le bonheur de la France. Je sçais cela comme lui : aussi ne me suis-je élevé que contre celle qui a fait le malheur du Peuple, qu'elle est prête à consommer ; encore ai-je frondé la seule faction corrompue ; que l'Assemblée Nationale se purge, qu'elle revienne sur ses décrets, & elle n'aura pas eut d'admirateur plus vrai, point de plus zélé apologiste que moi.

En faisant ses doctes observations, M. de Vauvilliers m'a fait la grace d'ajouter qu'il croyoit que c'étoit le zèle patriotique qui conduisoit ma plume. Je ne lui ferai pas le même compliment. Eh ! en pouvez-vous douter, Monsieur ? Je ne vous répondrai pas pour vous convaincre que je vous défie de trouver mon nom sur la liste des Pensionnaires Royaux, quoique j'aie peut être mieux mérité des Lettres & des Sciences que vous : je ne vous répondrai pas, que depuis la perte de ma petite fortune, je vis d'économie dans une humble retraite. Je ne vous répondrai pas que depuis neuf mois, je me suis mis au pain & l'eau, pour fournir aux frais d'impression devenus exorbitants, & servir de ma plume la Patrie ; mais quel autre motif que le plus pur amour de l'humanité pouvoit engager un homme de jugement, sans intrigue, sans parti, sans ambition, & qui ne veut aucune gestion dans les affaires publiques, à s'exposer aux coups de la

vengeance des méchants qu'il poursuit, à sacrifier son existence, à se devouer à la mort? Quant à vous, M. le Professeur Royal, vous avez l'art, comme M. le Maire & plusieurs de vos collègues, de vous montrer bons patriotes, tout en conservant vos places & vos pensions. Je sçais bien à qui vous en ferez à croite : mais à coup sûr ce ne sera pas aux sages, qui connoissent le monde. Parlez-nous de votre patriotisme, j'y consens ; mais permettez-moi de vous observer que dans un pays où l'on connoît la liberté, votre simple titre de Pensionnaire du Roi seroit un titre d'exclusion d'une Assemblée où ne doivent se trouver que des hommes indépendants, des hommes qui ne spéculent pas sur la chose publique, hommes prêts à tout sacrifier aux droits du Peuple, dont ils sont les Représentants & les Défenseurs.

La suite au prochain Numéro.

Je me suis plaints d'un attentat fait contre la liberté de la presse, par plusieurs Patrouilles Bourgeoises qui ont enlevé mes feuilles aux colporteurs. Elles ne l'ont fait qu'en vertu d'un ordre précis. J'ai imputé cet ordre à l'Hôtel de Ville, il est possible qu'il n'en soit pas émané. Quoi qu'il en soit, j'ai fait recommander aux colporteurs de prendre des témoins, si quelque Patrouille venoit à récidiver. Le reste me regarde, je trouverai bien moyen de remonter à la source, & de venger la cause de la liberté.

Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue
de la Huchette.